

Conseillère ou conseiller jeunesse

Travail social

 Ministère de la Santé et des Services sociaux

 1075, chemin Sainte-Foy, Québec

Attributions :

Sous l'autorité de la directrice, la personne titulaire de l'emploi agit à titre de conseillère ou de conseiller jeunesse pour soutenir la mise en œuvre des orientations ministérielles en matière de services d'hébergement, de réadaptation et de justice pénale pour les adolescents. Elle contribue à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des cadres de référence, des politiques et des offres de services, notamment en lien avec la Loi sur gouvernance du système de santé et des services sociaux, Loi sur la protection de la jeunesse et la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, dans les établissements ayant pour mission le « centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation » et pour les ressources intermédiaires et les ressources de type familiale pour la clientèle jeune en difficulté (RI-RTF JED). Elle mène divers projets visant à améliorer l'offre de services, assurer l'harmonisation des pratiques cliniques et collabore à l'amélioration de l'accessibilité des services.

Plus précisément, la personne titulaire :

- Rédige des analyses et recommandations pour améliorer l'accessibilité, la qualité, la continuité et la performance des services, incluant ceux destinés aux communautés autochtones et ethnoculturelles.
- Agit comme conseillère ou conseiller pour les services aux jeunes en difficulté et la justice pénale pour adolescents, en assurant le suivi des recommandations d'instances telles que la Commission des droits de la personne, le Vérificateur général, la Commission Viens et la Commission spéciale sur les droits des enfants.
- Assure le suivi des recommandations des instances publiques en analysant les rapports et en produisant des réponses rigoureuses dans des délais restreints.
- Coordonne les projets en réponse aux recommandations, en mobilisant les partenaires internes et externes.
- Contribue et soutien le développement des services en réadaptation jeunesse et RI-RTF JED.
- Favorise une approche collaborative avec Santé Québec, les établissements, les partenaires communautaires et les milieux de vie jeunesse pour assurer la cohérence et la complémentarité des services.
- Participe à l'élaboration d'outils de soutien à la pratique, de cadres de référence et d'indicateurs de suivi pour appuyer l'amélioration continue des services.

Informations sur le poste

Type d'emploi

Temps plein

Domaines

Travail social

Région

Capitale-Nationale

Salaire offert

54 \$ - 100 \$ / an

Publié

11 novembre 2025

Expérience

Aucune

Niveau de scolarité exigé

Formation universitaire

Fin des candidatures

24 novembre 2025

Informations sur l'employeur

Nom de l'entreprise

Ministère de la Santé et des Services sociaux

- Soutien les établissements dans l'harmonisation des pratiques cliniques et le suivi des indicateurs de performance.
- Contribue à l'identification des enjeux systémiques et propose des pistes d'amélioration pour renforcer l'efficacité, l'équité et la cohérence des services offerts dans le cadre de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.

Profil recherché

Répondez-vous aux conditions minimales d'admission?

- Détenir un diplôme universitaire de premier cycle dont l'obtention requiert un minimum de 90 crédits en service social, psychoéducation, psychologie, réadaptation, criminologie ou dans tout autre domaine pertinent ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente. La candidature d'une personne qui est en voie de terminer la dernière année de scolarité exigée pour l'obtention du diplôme requis pourrait être considérée. Chaque année de scolarité manquante peut être compensée par une année de scolarité pertinente de niveau égal ou supérieur à celle exigée. Le diplôme exigé peut également être compensé par une maîtrise dans une discipline pertinente comportant un minimum de 45 crédits. Pour être considérée, toute scolarité effectuée hors du Canada doit faire l'objet d'une évaluation comparative (attestation d'équivalence) délivrée par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
- Posséder la citoyenneté canadienne, le statut de résident permanent ou un permis de travail émis par l'autorité fédérale compétente. Une personne en attente de la preuve de son statut de résident permanent ou d'un permis de travail peut soumettre sa candidature au présent processus de sélection. Toutefois, elle devra être autorisée à travailler légalement au Canada au moment de sa nomination.
- Avoir une connaissance du français appropriée aux fonctions.

Atouts :

- Détenir une expérience professionnelle significative dans le réseau de la santé et des services sociaux, dans un ministère ou organisme gouvernemental, ou auprès de clientèles vulnérables;
- Posséder de l'expérience en analyse ou en intervention clinique.

Avez-vous le profil recherché?

La personne recherchée fait preuve de créativité, de jugement stratégique et d'une solide capacité d'analyse pour aborder des enjeux complexes, évaluer les impacts cliniques et organisationnels, et proposer des recommandations adaptées aux réalités jeunesse. Elle démontre une grande capacité d'adaptation et de résolution de problèmes, conciliant les intérêts de multiples partenaires dans des contextes sensibles ou inédits. Elle maîtrise les communications stratégiques, tant à l'oral qu'à l'écrit, incluant la rédaction de documents complexes, l'animation de comités et la représentation des orientations ministérielles auprès d'intervenants variés.

Consultez l'offre d'emploi et postulez

